

XVIe-XVIIIe siècle

Les Illusions perdues de la magistrature seconde. Les officiers « moyens » de justice en Limousin et en Périgord, vers 1665-vers 1810, par Vincent Meyzie, Presses universitaires de Limoges, 2006, 640 p., 30 €.

Cette recherche s'attache aux « officiers seconds », magistrats des quatre présidiaux (cours de justice royale) du Limousin et du Périgord : Limoges, Tulle, Périgueux, Sarlat. Tous ensemble forment un « acteur social collectif » qui met en valeur le fonctionnement du pouvoir « réel », pouvoir local mais aussi relais primordial de l'État central.

Un acteur social qui va perdre ses illusions au fur et à mesure de la période étudiée. En effet, la magistrature seconde a voulu jouer le jeu de la participation au pouvoir et, finalement, elle a beaucoup perdu dans cette réciprocité refusée.

Vincent Meyzie éclaire les deux grands moments de désillusion de ces officiers : la fin du règne de Louis XIV, qui, en raison du primat de la guerre, voit la fiscalité s'aggraver, et la deuxième moitié du XVIIIe siècle, marquée notamment par de grandes réformes judiciaires qui ont provoqué une défiance du monde présidial à l'égard de la monarchie administrative. Cette étude constitue ainsi une contribution importante à la compréhension des mécanismes de la monarchie dite absolue dans sa version autoritaire (au XVIIe siècle) et dans sa version réformatrice (au XVIIIe siècle). Dans les deux cas, il en est résulté un déclassement des magistrats, une crise d'identité, une désaffection de l'« office moyen » et, finalement, une rupture du contrat tacite unissant les élites et la monarchie. Cette impasse a fait perdre à l'État royal le support qui lui assurait sa pérennité. Et peut-être même sa légitimité.

Les Mémoires policiers, 1750-1850, dirigé par Vincent Milliot, Presses universitaires de Rennes, 2006, 415 p., 22 €.

On connaissait le célèbre Mémoire sur la police du commissaire Lemaire, publié en 1770. Mais l'enquête collective dirigée par Vincent Milliot nous montre que ce texte, loin d'être isolé, s'inscrit au cœur d'une active pratique administrative, qui court depuis le milieu du XVIIIe et se poursuit au suivant. Traités, mémorandums ou « dissertations » se multiplient alors, tous émanant de professionnels de la police et portant sur leur institution un regard soucieux d'améliorer, de réformer ou de régénérer.

S'ils procèdent d'intentions diverses (justifier son action, assurer son avancement), ces textes s'inscrivent dans un horizon professionnel commun. Ils se répondent, se sédimentent, et témoignent à l'évidence d'un souci de rationalisation administrative, d'une progressive autonomisation de l'activité et des « métiers » de police.

L'ouvrage a le double mérite d'enjamber la césure traditionnelle de la Révolution et de l'Empire (on perçoit ainsi la dynamique interne des pratiques administratives) et de s'intéresser aux situations provinciales (Lille, Bordeaux, Nantes, Grenoble, etc.) et à la diversité des polices.

Sans doute le livre aurait-il pu tenter une pesée plus globale de cette production de mémoires (dont une dizaine sont reproduits en annexe) et mieux équilibrer les séquences (la seconde moitié du XVIIIe siècle se taille la part du lion). Il constitue néanmoins un très bel exercice de renouvellement de l'histoire des institutions, et un jalon important dans celle de la police.

XIXe-XXIe siècle

Ce que savait Staline. L'énigme de l'opération Barberousse, par David E. Murphy, traduit de l'anglais par Jean-François Sené, Stock, 2006, 460 p., 23 €.

David E. Murphy a patiemment collationné tous les avertissements sur une prochaine attaque allemande transmis à Staline à dater du début de 1941. Au fil des semaines, ces

avertissements émanant des services de renseignements soviétiques eux-mêmes se multiplient en même temps que se renforce le refus obstiné de Staline d'y prêter foi ou d'en tirer la moindre conclusion pratique.

David Murphy s'interroge : « Comment expliquer que Staline ait pu tolérer pendant un an le programme des vols de reconnaissance de la Luftwaffe qui condamna ses forces aériennes à la destruction le 22 juin 1941 et qu'il ait pu offrir ainsi ses troupes sans protection au mitraillage au sol ? Comment expliquer sa croyance naïve que les attaques qui se déclenchèrent à l'aube de cette journée étaient l'œuvre de généraux insoumis de la Wehrmacht qui agissaient contre les vœux de Hitler ? »

Staline jusqu'à l'ultime minute qualifie de désinformation systématique les avertissements reçus. Non content d'annuler ainsi le travail accompli par ses services de renseignements, il fait massacrer la direction de l'aviation soviétique la veille même – puis le lendemain – de l'attaque allemande qui détruit au sol en un jour 1 200 avions soviétiques, pendant que la Luftwaffe bombarde tranquillement les cibles qu'elle a pu repérer. Staline ne pardonne en effet à ces aviateurs ni leur passé espagnol ni leur indépendance d'esprit.

Ce travail qui rassemble et synthétise de nombreux éléments bien ou mal connus débouche sur un tableau accablant concernant les responsabilités personnelles de Staline. David Murphy conclut : « Ce furent l'acharnement de Staline à prendre les manipulations allemandes pour argent comptant, son rejet des renseignements de valeur fournis par ses propres services et son incapacité à reconnaître que les avertissements des puissances occidentales [...] étaient exactes [...] qui conduisirent à la débâcle de l'été 1941. »

Général

Le Sabbat des lucioles. Chamanisme et imaginaire cannibale en Nouvelle-Guinée, par Pierre Lemonnier, Stock, 2006, 409 p., 20,99 €.

Le livre de Pierre Lemonnier, pour sa plus grande part, est un ouvrage de terrain très vivant. Il étudie les Ankave, fraction des Anga, une petite ethnie de Nouvelle-Guinée (Papousie).

Qu'a de caractéristique ce groupe ? Un déséquilibre entre les rituels festifs, réduits à leurs plus simple expression, et les rituels funéraires, liés à des mythes au travers desquels l'ethnologue reconstitue un arrière-plan mental effrayant : les sorciers, chamans morts ou vifs, les ombo', être désarticulés ou pseudo-animaux, lucioles mêmes, sont là, parmi les vivants ; ils guettent avec leurs yeux rouges et attendent leurs festins de cadavres.

Après une description convaincante, l'auteur explore « la ressemblance de famille » de cette « construction imaginaire » avec « le sabbat des sorcières européennes ». Il se fonde pour l'essentiel sur les ouvrages de Guy Bechtel, *La Sorcière et l'Occident* (1997) et de Carlo Ginzburg, *Le Sabbat des sorcières* (1992). Les sorciers considérés sont ceux des Temps modernes, au XVe-XVIIe siècle, et l'image, construite à partir de sources diverses, est fort hétéroclite.

L'auteur en tire une politique « des historiens », en particulier Carlo Ginzburg : identifiant sorcellerie et chamanisme, ceux-ci auraient comparé « des mythes ou des rites glanés jusqu'au fin fond de l'Asie, sans se soucier ni de leur cadre temporel, ni de la logique des systèmes de pensée concernés », « un fameux bric-à-brac ».

Il est dommage que l'auteur n'ait pu accéder à une connaissance des textes germano-scandinaves du VIIe-Xe siècle, ici décisifs : ils présentent bien une structure homogène (cf. Jean-Pierre Poly, *Le Chemin des amours barbares*, 2003). Là, sans doute, se trouve le chaînon manquant de Carlo Ginzburg, la structure qui, disloquée au Moyen Age « classique » par la seigneurie et la paroisse, mais diffusée et adaptée à d'autres besoins sociaux, inspira et les sorcier(e)s et leurs inquisiteurs.

Histoire des mères et filles, par Gabrielle Houbre, La Martinière, 2006, 223 p., 35 €.

L'ouvrage de Gabrielle Houbre analyse, sur le plan historique, le lien qui unit les mères à leurs filles, de la naissance à l'âge adulte, en passant par la petite enfance, les premiers apprentissages, l'éducation sentimentale et sexuelle, ainsi que la préparation au mariage et à la maternité. Il retrace l'évolution de cette relation intime aux prises avec les pères et les maris, les rapports intergénérationnels.

Dans cette histoire, le XIXe siècle constitue une période clé car il théorise un modèle de « nature féminine » et d'obligation à la vocation maternelle qui perdure au XXe et contre lequel s'insurgeront les féministes des années 1970. Au XIXe, une femme doit vouer son existence à la fonction de mère-éducatrice au sein de son foyer. Quel que soit le milieu social, la place des filles reste auprès de leur mère qui s'érigeront en modèle en inculquant à leur fille les qualités qui leur futur rôle d'épouse et de mère, de ménagère et de maîtresse de maison. Cette éducation frappe les rapports sociaux de sexe du sceau de l'inégalité et accentue l'intensité houleuse entre mères et filles.

Illustré par 115 documents de peintures, de dessins, de journaux, d'extraits littéraires, de témoignages précieux, l'ouvrage de Gabrielle Houbre constitue une jolie synthèse historique, qui traverse le XVIIIe et le XIXe siècles jusqu'à l'orée du XXe siècle.